

Réunion de Concertation pour les membres d'ASSECAA,

Addis- Abeba, 24 et 25 septembre 2011

Le Printemps Afro-Arabe : Les paramètres socio politiques pour enrayer la crise financière mondiale.

Conférence sur « l'Impact de la Mondialisation et de la récente crise financière sur les économies des pays d'Afrique et du Monde Arabe et les voies et moyens de s'en sortir »; Exposé présenté par le Dr B T Costantinos, Professeur des politiques publiques à l'Ecole des Etudes Supérieures et le Chargé de Cours au Département des sciences économiques, de l'information, de politiques et de gestion publique à l'Université d'Addis-Abeba.

1. Introduction

1.1 Les Etats-Unis en première position dans la crise

En regardant partout dans le monde, on ne peut pas voir beaucoup d'économies plus performantes que celle des Etats-Unis. Dans la capacité inépuisable de son secteur privé, dans son insatiable désir de se réinventer, les Etats-Unis mènent encore le Monde et tirent profit de ce leadership mondial. Son système capitaliste marche très bien même s'il semble être pervers, et il y a à se demander comment un pays a pu réussir économiquement avec un tel système.

Le capitalisme a déjà montré ses limites, aujourd'hui les marchés américains en crise peuvent conduire à la dépression des années 30. Les rapports sur la crise actuelle mondiale du crédit et ses victimes institutionnels l'ont comparé à un ouragan. Une meilleure analogie pourrait être *une digue mal construite débordant de mauvaises créances et croulant sous la pression du surendettement*. Selon Wharton (2008), malgré les plans de sauvetage qui ont pu changer le monde des finances, les effets néfastes de la crise ne sont pas prêts de disparaître de sitôt :

Presque deux ans après la crise aux Etats-Unis du crédit immobilier qui a mis en branle la plus grande crise financière depuis la grande Dépression, les marchés financiers mondiaux restent en suspens et les perspectives de flux de capitaux vers les pays en développement sont faibles. L'intensification de la crise financière de septembre 2008 a considérablement modifié les perspectives économiques mondiales. Le chômage qui connaît déjà une hausse dans les pays industrialisés suivra le même parcours dans les économies dépendantes des exportations de l'Asie de l'Est puisque les pays à revenu élevé connaissent un effondrement sans précédent du marché des actions et les investisseurs du monde entier se retirent des marchés émergents. Les implications négatives de ces événements pour les flux d'investissement vers les pays en développement sont déjà spectaculaires : le total des flux de capitaux privés a chuté de 4.4% du PIB total des pays en développement, renversant ainsi la forte croissance amorcée en 2003 en atteignant le record de 8.6% du PIB en 2007. (Banque Mondiale 2009).

1.2 Enoncé du problème

La crise financière, économique et pour beaucoup la crise des moyens de subsistance qui a éclaté en septembre 2008 est devenue une crise de l'économie réelle mondiale. Dans les pays développés et dans les pays en développement, les tendances économiques ont montré une baisse drastique jamais observée ou

entendue de mémoire récente. Le chômage est en hausse, la pauvreté s'est intensifiée dans les économies en développement avec pour conséquence la détérioration des conditions de vie pour les plus pauvres et les plus vulnérables dans le monde. Le déclenchement de la crise a surtout provoqué la liquidation des investissements; ce qui a conduit à la perte substantielle des richesses dans le monde, un resserrement des conditions de prêt et une augmentation généralisée de l'incertitude. Les coûts et les conditions de prêt s'ajoutant à l'augmentation de l'incertitude ont provoqué la baisse de la qualité amenant les entreprises à réduire leurs dépenses en matière d'investissement et détériorant ainsi le pouvoir d'achat des ménages. L'étude vise donc à répondre les questions suivantes: quelles sont les tendances de la récente crise économique, financière ou de subsistance? Quel est leur impact sur le bien-être dans le monde? Quelles sont les options pour contenir cette situation? L'objectif de cette étude est donc d'identifier l'impact de cette récente crise économique et les voies de sortie dans les pays d'Afrique et du Monde Arabe.

L'exposé est structuré autour des sections suivantes:

Section 1: Quelles sont les origines de la crise économique, financière mondiale ?, le Monde des produits dérivés, les critiques de Marx sur le capitalisme, les magouilles financières, la cupidité et la crise du crédit?

Section2 : Mondialisation et la crise économique et financière : Mondialisation, le cycle de Doha et le commerce mondial, la récession financière s'est intensifiée et la crise pourrait conduire à la création d'un nouvel ordre mondial ;

Section 3 : La crise affecte-t-elle la région afro-arabe ? Qu'est ce qui peut-être fait?

2. Quelle est la gravité de la crise financière mondiale?

Les sauvetages, les faillites et la dépréciation vertigineuse des monnaies ont été un signal pour les experts de Wall Street qui sont à l'origine de la crise du crédit avec la promotion des titres opaques basés sur des prêts risqués liés à l'hypothèque des maisons (les subprimes) et sur l'idée que les prix de ces maisons ne diminueraient jamais. La capacité de liquidités de ces marchés a été submergée. (Wharton, 2008)

« Le marché était orienté pour les prêts hypothécaires de l'immobilier (les subprimes), le système de taux d'intérêt très bas souvent soutenu par la Réserve Fédérale américaine et par les pressions du FMI est le résultat de la bulle financière de la fin des années 90 qui a permis aux gens d'avoir l'envie de produire. Avec la hausse des prix des maisons et avec un regard rapide sur les 75 ans passés, aucune

période ne montre quand les prix des maisons ont connu une telle baisse. Plusieurs experts ont alors expliqué que les gens ont commencé à recourir au marché de l'emprunt-logement. La Réserve Fédérale américaine réduisait les taux à court terme jusqu'à 100 points. Ces réductions poussaient les taux d'intérêt réels dans un territoire négatif ».

Suite à ces réductions, les rendements de production américaine se sont retrouvés plus inférieurs qu'à ceux offerts par d'autres pays; ce qui a amené le dollar américain à chuter de façon drastique et les prix des produits de première nécessité à monter en flèche. Les leçons tirées du système des marchés étaient de stopper la réduction des taux et de mettre l'accent sur les véritables problèmes notamment la dégradation du dollar américain, la destruction de l'épargne, la perte de crédibilité et la lutte contre l'inflation » (Wharton 2008).

L'interdépendance économique et l'ouverture des marchés font de cette crise très unique mais tout n'est pas encore perdu. L'ancien Président de la Réserve Fédérale américaine Alan Greenspan a dit que « la crise financière actuelle est la première depuis un demi-siècle, probablement plus grave que toutes les crises survenues depuis un siècle ». Mais il a tort car le monde n'a jamais assisté à une situation comme celle d'aujourd'hui; l'interdépendance mondiale des marchés d'aujourd'hui, le développement rapide des communications par internet et l'étendue de l'impact des marchés sur les pensions des gens ordinaires, leurs épargnes etc... tout cela est différent de la crise de 1929 à New York ou celle de Londres en 1866. La portée et le rythme de la contagion sont étonnants comme le montre le rapport de la Banque Mondiale sur les perspectives de l'économie mondiale (2009).

2.1 L'augmentation rapide de l'épargne de précaution a conduit à une forte baisse de la production, de l'activité commerciale, du PIB et de l'investissement dans le monde au cours du quatrième trimestre de l'année 2008, une tendance qui s'est poursuivie jusqu'au premier trimestre de l'année 2009. La forte baisse de l'activité économique était concentrée dans les pays spécialisés dans la production des biens durables et d'investissements et dans les pays présentant de sérieuses vulnérabilités macro-économiques déjà préexistantes. Cette situation a soudainement affaibli l'environnement économique international qui a accéléré la chute des prix des produits de première nécessité. Les réactions des politiques à la crise ont été rapides bien qu'elles n'ont pas toujours été bien coordonnées et ont réussi à prévenir une catastrophe au sein des institutions financières; ce qui a ainsi permis d'éviter un effondrement encore plus grave du système de production. En l'absence d'un secteur public d'assistance, les pertes massives subies par les

banques d'investissement et d'autres institutions ont forcé les banques commerciales à réduire fortement les prêts, forçant ainsi les entreprises à réduire leurs investissements et par ricochet leurs productions. Mais les prêts bancaires ont continué d'augmenter, bien que beaucoup moins que dans le passé.

2.2 La baisse de l'activité économique combinée avec le faible flux de capitaux dans les pays en développement placent beaucoup de pays à faible et moyen revenu dans une situation de graves difficultés financières. De nombreux pays ont du mal à générer suffisamment de devises étrangères issues des exportations ou de l'emprunt pour couvrir leurs demandes en matière d'importation. Globalement, les besoins d'emprunt pour les pays en développement devraient dépasser les entrées nettes de capitaux entre 350 milliards de dollars et 635 milliards de dollars américains. Beaucoup de pays comblent ce déficit de financement en puisant dans la réserve de devises internationales qu'ils ont accumulées au moment où l'économie se portait bien. Néanmoins, la durabilité de cette stratégie est incertaine.

Bien que certains indicateurs qui montrent le début de la reprise économique stabilisent les marchés, les modestes améliorations dans les exportations ainsi que la demande des consommateurs en légère croissance stimulée par des mesures discrétionnaires de relance budgétaire, le chômage continue néanmoins d'augmenter partout dans le monde, les prix immobiliers de maisons continuent de chuter dans les grandes économies, les banques ont encore besoin d'être consolidées et si nécessaire d'être recapitalisées. Par conséquent, la reprise de l'économie mondiale reste très incertaine. En effet de nombreux pays sont confrontés à une pression croissante sur leurs systèmes bancaires et monétaires. Déjà les économies à haut et moyen revenus des pays en développement sont entrées dans des accords spéciaux d'emprunt avec le FMI pour prévenir la détérioration budgétaire extérieure.

3. Les défis du capitalisme

1. Le monde des produits dérivés

La crise des prêts à risque appelée aussi la crise des « subprimes » est la plus visible des dérivés économiques qui a échappé au contrôle avec la perte de valeurs de l'immobilier à un taux sans précédent jamais connu de mémoire récente. Selon les économistes, les produits dérivés sont des actifs financiers qui tirent leur valeur des autres actifs comme une option pour acheter des actions qui sont dérivées de ces actions. Les institutions de régulation financière ont critiqué l'usage croissant

des produits dérivés car ils augmentent la volatilité des prix des actifs qui est une source de dangers pour les utilisateurs. Les économistes pensent que les dérivés permettent de fixer de façon précise le prix du risque financier et une meilleure gestion de ce risque. Mais ils admettent que lorsqu'ils sont utilisés abusivement, l'effet de levier qui fait partie intégrante de leur système peut avoir des conséquences dévastatrices.

Le monde des produits dérivés est très complexe : un contrat à terme engage l'utilisateur à vendre ou à acheter des actifs à un prix spécifique dans un temps futur précis. Le contrat futur est un contrat à terme négocié sur un échange. Le « swap » ou couverture de défaillance 1 Ad sd-bsAeaAd1d 2e4td2e4d1sAe1d1i5 d paeAm1rdmcp1e01Ad; 4-Eas21edis1d xao1ied-bsAe1ds1d aiAe1éds 1cbpAm1d Ads d -bsAeaAdimdbss1d td ola-E1A1iedo1qebmAd1Acbds olbDzaAmbsd1d x1s,e1d bid ,la-E1A1edis1d xao1iecpaeAm-iomBtdsd pem5raeAm-iom1id0b01sAd bidaxasAds1d ,aA1dp4-mTmri1e1 dpeb,imA d15bAmri1 db sAd1 d peb,imA d4emx4d-bOp oB1 d1Ad ,m pbsmD1 dja s d o1 d4-bsb0m1 d401e21sA1 d1AdPb1 d4emx4 cpd1msdxasmo1 d d b sAd24s4eao101sAd s42b-m4d 1sd Dbie 1ud ,m pbsmD1 d,as d d1 d 4-bsb0 m1d ,4x1obpp41 d1Ads1ds Adpa d-b0pori4 é

d
C1dems-mpaTzA1ied1doae1m 1imsas-mBe0bs,ma o1d Adafai xam 1d1 Arsd,1 d -bix1eAie1 d ,1d,4Tamooas-1d1sDaAmBe11d-e4,mAàs1d beA1d1d,4TaiAd,1d-e4,mA ,la ieas-1éd C1 d -bix1eAie1 d ,1d ,4Tamooas-1d1Ad,1d sb0De1i5d AmAed E'pbAE4-ame1 db sAdmEaiA101sAd p1e bssaom 4 drilmod AdmTTm-ndéxao1iedolied xao1iedidcbied1dbieésb001d oadDioo1d00bDmomBedeoaAud1 qebpem4Aame1sd e1Aae,d,as d o1ie dpam101sA uob1 d-bix1 eAie1 d,1d ,4Tamooas1d1Adb1 dpehA d E'pbAE4-ame1 d1 dAmAebnd1d-dpam101sA dbsAdp1e,i db1ie dxao1ie d0amdbsd m2be1d,1d -b0Dm1sécC1 d pehA1ie d rrim1A d b sAd,1x1si d e4Am-1sA td pehA1e pebxbriasAdamsmdoad-em 1d,id-e4dmAé

C1 d0ae-E4 d bsAdD1 bmsd1d Aeas pae1s-1d1Acs1d 01moo1ie1Tbgsd14AaDoméd d xao1ie dpimri1d o1 d bs,mAmso dEas21 sAé11oap1iAdhAe1a-b0po mhd1d' AB01 d -b001e-maoda-Ai1od1AmAed10poa-4dpaedsd 0ae-E4d -1sAeaom 4Ac1d poi d2eas,1 d sbe0aomaAmbsd,1d-1 dpeb,imA é

Uévdritique marxiste du capitalismeu

u
gCep uRdnés iéumn uEEstiCésdiucnuéeCSCsAnbCsiu «etRnÉéCiéu EPdR RRsduc u SdnEdseuComnteseB Rufs iRu bCétes ERIu RéuletosRtb iéu ECwCeGétesRésmnan u oCliséCEsRb ,q SCiéuE uCliséCEsRb .E uRMRé-buc RubCeoAtRupsRéCséiu 3nedl ud u E Rue dcnoé neRuéuE Rüt rdosCiéRtS icCs iéu éuCoA éCs iéuc Ru bCeoACicsR R, u Ediu gCep.uE ubdc u c uledcnoésdiuoCliséCEsR uRP RéuS Edlltu iu 3nedl u mnCicu E uéeCSCsAnbCsiu Réu S inu Ens1b u ni uSCE neubCeoACicsR , u eé R.uE ubdc u c u ledcnoésdiu oCliséCEsRé RéuWCICfE u c u oedsRCio u tideb u oCeE uoCliséCEsRé u

bsd 1sd AasAdi1d Pdb-m4Ad e42io1ed-1AA1 mAiaAmb1d 'd aLAmsd pebDoB01d
' A40aAmri1d x1-d,1 dea-ms1 dpeb1s,1 dFd

La Mondialisation, le Cycle de Doha et le Commerce mondial : (The Economist, 2008)

1. L'échec de Doha

neCiéEPTét. CEdermn uE RuetSsRsd i Rtdodi dbsmn RuRPRbfes RRCs iéuc u :CUdiu
ceCbCésmn .u nu c u r iRu diéuCoodectni u Cée iésdiuauEPToA ou u itr dosCésdRu
odbb eosCE Ru cnu oME uc u dAC,uè RuoACblsdi Rucnu odbb eo u EsfteCÉuR u
édecCs iéu E RufeCR.u bCsRu le Rdi u cPCnée Rui u R bf ECséuR u Rdnos eu c u
EPTSti b ié .u EPToA ouau i-S u d u RéufCRt u EP erCisRCésd ugd icsCE u cnu
»dbb eo u R bfECséu1ée uniuRI oéCoE ,u CiRuni u imn1é u rEdfCE uc u csesr CiÉR u
cP iée lesR Ru b it u ICeuERj3odidbs RéuÉ EEsr io u Lisé u,uEnRuc u ECbdséstuc Ru
etldicCié Rwdi Rsc-e iéumn uE uMoEiR RéLCRucnuédnésbldééCi éuéuR nE b iéu
u Ii R iéu mnP5ERéu ée-RusbldeéCi éu Li u leR di i u Rneucspu SdséuE u
ledé oésdiis Rb u odb b u EClesios ICE ub i Co uldneuEPTodidbs ubdicsC E ubCsRu
f Cnodnlu IEnRuRdiéuimnstétRuCeueCto RRsd. uERsECésdiu éuECoesR usiCios-e ,u
?nuis S Cnu bCoedtodidbsmn .u sEuréuTC i bdsi RuCsRli iCFE u cPlée uletdoonlt u
ICeuEPsiEn io u c u l ErRu i uEnRwedRRGé uc RuC MRu S RésRR neRwCeECLEnCeéu
c u o éuCer iéu R eCucté inu ICeuniul éséuredn l u c u lCMRucnédesécse Rliu EnCiéuE
»Asi .uEP?eCfs uCdncs é uéuECunRRs ,uèCu»Asi u CoonbnE uc RuetR eS Ru iu c SsR Ru
téeCir-e Ru CnRRæClsc b ié umn uRsd iuE R uECUCs éuCiRuE RuCoésuRuCbte soCsi Ru
CnuEs nucPdfEsCésdR. u EE Rul dneecS iéu CoA é eu IEnRumn uédné RuE Ruc SsR Ru
etnis Ru odbb uE u:Cséte bCemn eu E u»di RsEuR R ue ECésdiRutéCir-e R uu „*la
concentration des titres de propriétés par les gouvernements autoritaires est une
préoccupation à la fois stratégique et économique, les risques de ce nouveau
protectionnisme et ses chances d'aboutir dépendent fortement des rapports entre
les Etats-Unis et les plus grandes économies émergentes. Comme le cycle de Doha
l'a montré, le leadership américain actif, même si ce n'est plus suffisant, est encore
nécessaire pour les progrès multilatéraux. Déjà les politiques commerciales sont
devenues de plus en plus difficiles aux Etats-Unis, compromettant les capacités de
ce pays de prendre le leadership. Le soutien pour plus d'ouverture de marchés est
faible que presque partout ailleurs au monde. La désillusion populaire américaine
est accompagnée par celle des intellectuels de plus en plus croissante.*

3èdnbudarigmmpb neunlpsabglbin mie gmpuigs t cmdeuanbèl pmicbl èbnlebim
unefmi iu émداèl gèlnnu pm0uiiu lpsabglbiuE 3ède e vdu cUlpsèbmauàuibxuld
cu xbuE0ébvdu cun 4elenBibn LndooDaueBbèLèUbiesoalebmgmi mpbvdu émداalbe
îeau èl gldnu cu èl neloilebmi cun nlèlbaurlèJlggambnnupuieun bisolèbesnuediu
èèdn oalicu bi nsgdabesE

L'aggravation de la récession mondiale

u

Le choc de la crise financière mondiale a entraîné une réduction dans la production et dans le commerce mondial des biens manufacturiers. L'effondrement simultané de la croissance pour les revenus élevés des pays en développement ne peut pas s'expliquer seulement par les biens commerciaux car les économies nationales de plusieurs pays en développement ont été directement touchées par la crise financière. Le revers de flux de capitaux, l'effondrement des marchés boursiers et la détérioration générale des conditions de financement ont conduit à la baisse de la croissance des investissements dans les pays en développement. En effet, dans de nombreux pays, l'investissement est en forte baisse. Pour les pays en développement qui sont les importateurs de biens de matières premières; les prix ont chuté à quelque 35% de leurs niveaux records à la mi-2008; ce qui a permis de limiter les déficits et l'inflation produite par les denrées alimentaires et les prix du carburant au cours des années qui ont précédé la crise financière. Les prix des matières premières ont également eu l'effet salutaire d'atténuer l'impact de la crise actuelle sur les pauvres.

4.3. Les flux de capitaux privés se réduisent à un rythme sans précédent.

Alors que le cycle économique mondial a toujours contribué à l'émergence des actifs sur les marchés émergents, la récession actuelle a été particulièrement remarquable dans son impact sur la valorisation des actifs dans les marchés des actions et les conditions de liquidité sur les marchés primaires obligataires.

Les entreprises et les émetteurs d'obligations souveraines des marchés émergents ont été particulièrement touchées par les problèmes de liquidités et l'aversion du risque chez les investisseurs. Il n'y avait pratiquement pas d'émission de liquidité de la mi-septembre à la mi-décembre 2008 dans le sillage de l'effondrement de la Banque "Lehman Brothers". Les marchés boursiers locaux, quant à eux ont connu la pire baisse annuelle jamais connue de l'histoire récente; puisque l'indice "MSCI Emerging Market" a sombré de 55% au cours de l'année, effaçant quelques 1700 milliards de dollars dans la valorisation des marchés.

La réduction des investisseurs suite à la perception de ce danger a contribué à la forte baisse de flux de capitaux vers les pays en développement, une tendance qui a probablement persisté jusqu'à la fin de l'année 2009. Bien que les écarts de taux d'intérêt dans les pays en développement ne se sont pas élargis pour autant que lors des crises passées, la baisse des flux de capitaux privés vers les pays en développement est prévue d'établir un record. La dette nette privée et les flux de capitaux devraient diminuer à partir d'un niveau record de 8,6% du PIB en 2007 à un peu plus de 2% en 2009 dépassant le record dans la baisse au cours de la crise de la dette des pays Latino- américains au début des années 80 et la combinaison des crises de la Russie et de l'Asie de l'Est vers la fin des années 90.

Cependant, contrairement à ces dernières crises, la baisse des flux de capitaux a touché chaque région en développement. Les régions les plus touchées sont les régions émergentes d'Europe et de l'Asie centrale qui ont aussi connu la plus grande expansion de flux de capitaux entre 2002 et 2007.

Les entrées nettes privées dans la région étaient estimées à 6,4% du PIB en 2008, mais sont tombées de 15,1% en 2007. Les accords du G20 d'augmenter les capacités de prêt du FMI et des banques de développement multilatérales aideront les marchés émergents des pays à revenu élevé et les pays à revenu moyen pourront répondre à leurs besoins de financement externe. Cependant, le peu de ces financements peut être mis à la disposition des pays à faible revenu qui ont la capacité d'emprunt limitée. La capacité de répondre à leurs besoins financiers externes dépendra largement de la manière dont les entreprises peuvent régler leurs dettes.

4.4. La crise pourrait-elle instaurer un nouvel ordre financier?

Au milieu d'une bataille, il est difficile de savoir ce que le paysage va rassembler après que les fumées se soient dissipées.

Cependant, comme les gouvernements se battent avec la crise du crédit, les économistes et les experts financiers commencent à faire quelques prédictions. Les entreprises et les particuliers (les individus) auront de difficultés à obtenir de prêts dans les années à venir, mais aussi ils seront peut-être moins désireux de s'endetter.

Il n'y aura plus de régulation financière ou une meilleure réglementation, mais certainement pas moins de réglementation. Il y aura d'intenses efforts pour voir ce qui se passe à l'intérieur préalablement dans les zones opaques comme les fonds de couverture; les marchés des produits dérivés et les filiales mises en place pour contourner les restrictions. Des instruments comme les couvertures de défaillance

(en matière de crédit) qui ont contribué à fragiliser les grandes institutions financières sont susceptibles de devenir plus standardisées; ce qui leur permettra d'être commercialisées dans les échanges centralisés pour que leurs valeurs soient faciles de fixer.

4.4.1. Un système doit être conçu où les participants ne peuvent plus menacer la sécurité économique. Cette crise est assez mauvaise qu'elle a lancé une sonnette d'alarme et il y a une chance que les choses s'améliorent plus qu'il en avait été depuis des décennies.

La plupart des changements évidents dans les marchés financiers est le nouveau rôle du gouvernement comme le grand propriétaire des banques d'une Nation. Bien qu'une telle nationalisation partielle soit censée être temporaire, ses partisans sont inquiets de l'excessif pouvoir du gouvernement dans les affaires.

4.4.2. La plupart des experts estiment que la crise actuelle est une situation extraordinaire plutôt qu'une chute exagérée dans un cycle économique normal. Pour évaluer les risques accumulés dans ce système, les régulateurs sont sûrs de demander plus de transparence. Cela inclut un examen minutieux sur la manière dont l'effet de levier est utilisé et par qui et quelles sont les institutions qui accumulent des positions importantes dans les produits dérivés volatiles comme les couvertures de défaillance en matière de crédit.

Ce qui doit être connu, ce sont les risques macro-économiques prises par les différentes organisations et institutions financières, qui en cas de crise, pourraient se révéler très nuisible pour l'économie.

Il y a nécessité d'apporter de la transparence sur les couvertures de défaillance et sur les marchés des produits dérivés. La transparence est vitale même s'il est difficile de l'assurer.

4.4.3. Le contrôle de différents types de valeurs mobilières doit être plus cohérent en notant que des actions individuelles peuvent être réalisées de différentes manières, soit par l'achat des actions elles-mêmes, soit par le biais des couvertures de défaillance, ou par des contrats liés à ces actions.

Le marché des couvertures de défaillance ne fait pas l'objet de régulation. Toutes les valeurs boursières qui augmentent ou diminuent en fonction de la situation de l'entreprise doivent être traitées de la même façon. Si elles ont les mêmes gains que les actions ordinaires, elles sont appelées les couvertures de défaillance mais sont

probablement des actions. Les économistes considèrent les produits dérivés comme des couteaux tranchants. Ils sont précieux mais sont des produits à risque. Cependant, dans les marchés actuels, les règlements n'ont pas suivi le rythme de ces nouveaux instruments.

5. Comment le Monde Afro-Arabe fait face à la crise?

La chine est-elle la réponse de la Région afro-arabe?

Avec l'organisation spectaculaire des jeux olympiques qui se sont tenus récemment et l'échec des négociations de l'OMC dû à sa défiance aux positions occidentales, la Chine s'est projetée sur la scène mondiale pour la deuxième fois, puisqu'elle a acquis le statut de puissance nucléaire.

Son influence sur la région afro-arabe a également été en constante croissance. Le commerce entre la Chine, l'Afrique et le Monde Arabe a augmenté rapidement jusqu'à 75 milliards de dollars l'année passée.

Sa puissance économique et sa tolérance pour les abus commis par les régimes politiques d'Afrique et du Monde Arabe ont contribué à la réussite du mouvement diplomatique dans la Région Afro-Arabe. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est venue en force avec de nouveaux accords, négociés pour la plupart sans la participation effective des pays d'Afrique et du Monde Arabe. Le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce développaient une entente commune sur la position et la stratégie de gestion des financements internationaux entre eux dans le cadre d'un consensus avec Washington.

Cela est vrai en particulier avec les mesures liées à la libéralisation du commerce et de l'IDE (Investissement Direct à l'Etranger) qui sont les mesures de l'OMC.

La complexité et les mesures douloureuses auxquelles sont confrontés les pays d'Afrique et du Monde Arabe sont reflétées par le nombre croissant de litiges qui se présentent à l'OMC incluant des allégations de violation des dispositions du GATT.

Par conséquent, il n'est pas surprenant que la Chine est devenue la voix pour les nations pauvres et leur plus grand financier.

La Banque Chinoise Exim a facilité des prêts à hauteur de 10 milliards de dollars à la région afro-arabe, bien que dans des conditions plus commerciales. Alors que les économies bien gérées ont reçu les bénédictions du FMI, les économies mal gérées se sont tournées sur la Chine qui est prête à ignorer des conditionnalités. La Chine a

accordé 800 millions de dollars au Soudan en 2005 et un montant similaire, l'année passée.

Le Soudan fait tout pour que sa dette multilatérale soit annulée. Lorsque les Nations d'Afrique et du Monde Arabe étaient dans des crises politiques et militaires internes, la Chine l'a vu comme une opportunité d'étendre son influence.

"De nouveaux accords d'aide sont en cours de réalisations suivis par l'implantation des entreprises chinoises qui sont devenues aujourd'hui une force dominante de construction des routes, des ponts, des centrales électriques, des réseaux de téléphone mobile et d'exploration du pétrole".

En effet, l'année 2006 a été décrétée comme "l'Année de l'Afrique " en Chine qui a été matérialisée par le sommet Chine-Afrique axé sur la promotion des ressources naturelles de la région d'Afrique pour sa croissance économique rapide, l'expansion du marché chinois pour ses produits bon marché et la promotion de sa légitimité politique internationale. Presque tous les pays africains soutiennent les positions chinoises sur toutes les questions à l'Assemblée générale des Nations-Unies. Pékin est devenu la réponse et a intervenu rapidement avec des ressources nécessaire au développement des infrastructures qui ont jusqu'ici fait l'objet de longues négociations et à des coûts dérisoires; ce qui marquait les relations afro-arabes avec les bailleurs de fonds du monde (The Economist, 17 mai 2007)

5.2. Il y a une chance que le Monde Afro-Arabe survive à la crise.

5.2.1. La Région Afro-Arabe:

Beaucoup de pays ont été assistés par l'aide occidentale et l'allègement de la dette ainsi que par des investissements massifs en provenance d'Asie, notamment en Chine et au Moyen Orient.

Par ailleurs, il ya une chance que la région afro-arabe survive à la crise financière mondiale moins meurtrie que certaines parties du monde. Les facteurs mêmes qui ont contribué à entraver le développement du continent dans le passé peuvent maintenant travailler en sa faveur. Prenons le cas du secteur bancaire. Les hommes d'affaires et les entrepreneurs se sont toujours plaints des réglementations excessives et du conservatisme des banques de la région afro-arabe. Le contrôle sur les devises ne leur permet pas de lever plus d'argent pour investir dans des institutions financières performantes de l'Occident.

Les capitaux privés des Banques sont extrêmement limités (moins de 5% au Nigeria et en Afrique du Sud).

Maintenant, le dérèglement du système financier occidental s'est avéré bénéfique pour les pays d'Afrique et du Monde Arabe. Leurs banques ne sont pratiquement pas exposées au marché des subprimes (les crédits à risque) qui causent des ravages ailleurs dans le monde. Personne ne doute que la région afro-arabe connaîtra éventuellement les effets de la crise. Comme les contrats du commerce mondial, il en va de même de la demande du pétrole de la région afro-arabe et les minéraux, les principaux produits de base qui sont les facteurs de son essor actuel.

Au-delà de la croissance du PIB, l'anatomie des performances est sans doute le trait le plus subtil de toutes les économies. Les interactions entre le leadership et la stratégie, l'innovation et la technologie, le développement des qualités humaines et la méritocratie sont essentielles à la définition d'un marché plus performant axé sur le développement.

Les différentes défaillances réglementaires, les lacunes de gouvernance bancaire et les déséquilibres macroéconomiques qui ont contribué à la crise ont été un autre axe de la réponse politique internationale. Les prêts à risque, les mauvaises décisions en matière d'investissements découlent de la réglementation laxiste, de l'excès de confiance et de l'euphorie associée à un faible taux d'intérêts réels et de liquidités. Par conséquent, de nouvelles mesures sont nécessaires, qui englobent toutes les institutions financières importantes et qui renforcent les normes internationales comptables en vue d'améliorer la transparence et la valorisation des actifs. Dans l'avenir, les décideurs politiques dans les pays développés et en développement doivent donner la priorité aux 4 tâches suivantes:

- 1-Faire le suivi de la promesse du G20 pour rétablir le crédit national et les flux internationaux de capitaux.
- 2-Répondre aux besoins de financement extérieur de marchés émergents souverains et les entreprises qui prêtent de l'argent.
- 3-Réaffirmer les engagements préexistants envers les objectifs du Millénaires pour le Développement (OMD).
- 4-Rétablir la viabilité fiscale.

5.2.2. Etablissement de la confiance et Renforcement de la coordination des politiques pour la reprise économique:

Permis les responsables gouvernementaux, les décideurs et les observateurs des marchés, des appels à la restauration de la confiance dans le système financier mondial sont devenus un slogan international.

Les gouvernements ont d'une façon générale commencé à agir à travers une combinaison d'actions en s'appuyant sur une série de mesures en matière de politique monétaire, de relance budgétaire et des garanties pour consolider les institutions bancaires. Ces actions ont déjà produit des résultats notamment l'assouplissement des conditions de liquidités sur les marchés interbancaires, l'appui pour la diminution des primes de crédit à risque, l'appui pour la reprise des marchés de crédit.

Cependant l'agenda des politiques pour la stabilisation des marchés financiers et pour la reprise économique mondiale reste vaste et complexe et des défis majeurs subsistent.

Plusieurs thèmes généraux restent importants pour les décideurs politiques aux cours des prochaines années: la nature globale de la crise financière met l'accent sur la coordination des politiques. Des liens économiques internationaux entre les pays constituent une voie pour des retombées négatives et doivent avoir une place de choix dans la coordination des politiques. En effet, les efforts pour stimuler la demande globale à travers l'expansion des politiques monétaire et budgétaire en vue de recapitaliser les institutions financières insolubles et de rétablir le fonctionnement des marchés du crédit par l'approvisionnement de liquidités semblent être les meilleures alternatives et sont susceptibles d'être plus efficaces s'il existe un large consensus au sein des principaux gouvernements sur l'orientation politique. La volonté des gouvernements à coordonner leurs politiques peuvent aider à rétablir la confiance en écartant les divergences d'opinion comme réponse à la crise. Les intérêts particuliers qui sont d'usage dans la politique commerciale sont extrêmement dangereux dans une période de récession. En ce qui concerne les politiques financières, les mesures prises pour recapitaliser les banques commerciales avec des fonds publics ont introduit des pressions pour les banques à se concentrer sur l'activité de crédit au détriment des prêts transfrontaliers.

Dans les années qui ont précédé la crise, une caractéristique déterminante de la finance mondiale dans les pays développés a été l'intégration croissante du secteur des ménages dans le capital des marchés. La promotion excessive du crédit rendue possible grâce à la technologie de la titrisation d'actifs et les dépenses de

consommation associées à l'expansion et à la rentabilité du secteur bancaire sont les deux moteurs qui servent de croissance économique.

Alors que la coordination des politiques fiscales est difficile en temps normal suite au fait que les pays sont normalement confrontés aux priorités et aux défis différents, il est aujourd'hui primordial qu'ils travaillent ensemble puisque tous les pays sont confrontés à la même perspective de la demande mondiale inadéquate. La stimulation de la demande globale par l'expansion budgétaire est dans l'intérêt de chacun aujourd'hui. Un équilibre doit être trouvé entre les mécanismes nationaux et internationaux pour une meilleure réglementation.

Dans la conception et la mise en œuvre des réformes pour le renforcement des marchés financiers et des régimes réglementaires, la première responsabilité incombe aux autorités de régulation tandis que la coopération internationale entre régulateurs est un impératif incontournable.

5.3. L'argent du pétrole arabe et le potentiel de l'investir en Afrique.

5.3.1. La corruption dans la région afro-arabe:

Les tentatives de rapatrier les avoirs blanchis par les régimes arabes déchus ont montré "l'inefficacité des efforts internationaux actuels à lutter contre la corruption".

S'inspirant de la nouvelle loi de la Suisse visant à maintenir sa réputation d'être un havre pour les actifs financiers légitimes, l'auteur soutient que:

"Les Etats-Unis et ses alliés devraient capitaliser sur ses sensibilités liées à la réputation en faisant la promotion des mesures coercitives anticorruption et en exposant les pays qui refusent de coopérer".

L'article cite la Convention des Nations-Unies de lutte contre la corruption de l'année 2005 comme un cadre potentiel pour une telle action. D'autres obstacles au rapatriement des fonds subsisteront, y compris le renversement des régimes corrompus et l'établissement des preuves pour les fonds publics obtenus illicitement. Selon les statistiques de la Banque Mondiale, si les régimes corrompus volent de 20 à 40 milliards de dollars chaque année dans les pays en développement, seulement la somme de 5 milliards de dollar américain a pu être retournée au cours des 15 dernières années (M. Stuart Levey, 2011)

5.3.2. Taille des fonds souverains dans la région arabe

Les actifs des fonds souverains ont augmenté de 700 milliards de dollar américain, il ya une année jusqu'a 4700 milliards de dollars en Juillet 2011. Il y avait aussi une somme supplémentaire de 6800 milliards détenus dans d'autres secteurs d'investissements souverains comme les fonds de réserves pour les retraités, les fonds pur le développement et les fonds appartenant aux sociétés d'Etat et 7700 milliards de dollar américain dans d'autres réserves de devises officielles. Les pays avec des fonds souverains financés par les exportations des matières premières comme le pétrole et le gaz ont totalisé 2700 milliards de dollars vers la fin de l'année 2010. Les fonds souverains qui n'ont pas de valeur marchande ont totalisé 1500 milliards de dollars.

Les fonds souverains qui ne sont pas issus de la valeur marchande sont habituellement financés par le transfert d'actifs de réserves officielles et dans certains cas, les excédents budgétaires du gouvernement et les recettes de privatisation.

Selon l'Institut des fonds de richesses souveraines, la plupart des pays producteurs de pétrole dans le Golfe ont une grande proportion de fonds souverains. Voici la liste des données du FMI:

Les fonds souverains afro-arabes pays	milliards en dollar américain par
-Emirats Arabes-Unies (ADIA)	712,4
-Arabie Saoudite (SAMA)	439,1
-Koweït (KIA)	202,8
-Qatar (QIA)	85
-Libye (LIA)	70
-Alegria (RRF)	56,7
-Iran(OSF)	23
-Bahreïn (MHC)	9,1
-Oman (SGRF)	8,2
-Afrique du Sud (PIF)	5,3

Par souci de cohérence, les contrats de crédit à risque ne sont pas inclus dans cette liste jusqu'à leur échéance. Leurs chiffres peuvent être supérieurs ou inférieurs à ceux qui sont énumérés ici.

Toutes ces ressources qui sont gelées dans les banques occidentales aux Etats-Unis et en Europe pouvaient être investies en Afrique.

5.4. Rétablissement de la viabilité fiscale par les gouvernements.

Les récentes mesures des banques centrales dans les pays développés d'acheter les dettes gouvernementales et privées ont conduit à la croissance rapide de la masse monétaire. Cela a remplacé dans une large mesure, l'accumulation de réserves de change par les autres banques centrales comme le principal moteur de liquidités dans le monde. La hausse des niveaux d'endettement public va poser des défis considérables pour la stabilité économique une fois que la reprise économique est en marche. Les grands pays industrialisés sont entrés dans la crise avec une dette modérée. Toutefois les montants incalculables dépensés pour renflouer les entreprises ont considérablement gonflé les ratios financières et les gouvernements ont pris sur les passifs éventuels dans le cadre de diverses garanties financières, les effets potentiels sur la dette publique sont inconnus. La relance fiscale sur un principe discrétionnaire ainsi que le fonctionnement des stabilisateurs automatiques auront à augmenter les ratios d'endettement, peut-être les doublant dans certains pays, si le ralentissement économique se révèle être aussi grave que ce qui est maintenant envisagé. Les engagements des gouvernements devront être financés soit par les taxes, soit par l'émission des titres de créance. Comme les implications fiscales de ces engagements sont prises en considération, les attentes de taux d'intérêt seront ajustées à la hausse, augmentant le coût du capital pour tous les emprunteurs y compris ceux des pays en développement.

5.5. Planification des entreprises publiques : les tentatives qui ont été lancées dans toute la région des pays d'Afrique et du Monde Arabe en réponse " au Consensus de Washington" qui envisageait la restructuration totale du mode de gestion socio-économique d'une économie planifiée à celui d'une économie de libre marché concurrentiel, ont échoué; néanmoins, la participation du secteur entrepreneurial à l'investissement national n'a pas été aussi important que prévu en raison de la corruption des pays dans les affaires, du manque de gestion économique

performante de restructuration des Etats et de stabilité politique; ce qui a conduit à l'inefficacité des infrastructures et des services publics ainsi que l'échec des capacités de coordination et de d'élaboration des politiques . Néanmoins, il ya des questions qui subsistent:

- *Est-ce que la gestion foncière entre dans les processus afro-arabes comme une idéologie externe construisant et déployant ses concepts dans une abstraction stérile aux valeurs et aux croyances locales?
- * Dans la lutte pour l'établissement des règles d'engagement, les acteurs n'assimilent pas l'ordre du jour et l'articulation de leurs idées avec la production de concepts, de normes et d'objectifs qui devraient régir le développement?
- * Est-ce que les procédures de gouvernance participatives signifient le changement en termes de transformation guidée par l'analyse critique et objective des politiques et normes de gestion, des règles et des principes?

5.6. Changement de régime démocratique et des institutions.

5.6.1. Institutionnalisation des pouvoirs:

La consolidation de la démocratie implique l'institutionnalisation des règles pour le jeu politique qui garantit pleinement la participation et la concurrence politiques (O'donnell, Schmitter et G.P., 1986) l'approche s'appuie sur l'observation que la démocratie exige la construction permanente des institutions politiques au sein de la société et de l'Etat. Elle s'appuie aussi directement sur la formule de participation et de compétition qui caractérise l'idéal démocratique. Ainsi, les règles et les institutions politiques qui assurent simultanément la participation et la compétition sont les traits caractéristiques de la démocratie. Les élections qui donnent le pouvoir aux citoyens ordinaires de choisir parmi les compétiteurs pour les postes politiques répondent clairement à ces deux concepts.

- *Les organes électoraux indépendants sont essentiels pour le renforcement de la bonne gouvernance.
- * La Déclaration des droits doit être ancrée dans la Constitution.
- * Le pouvoir judiciaire est dit être le dernier rempart contre la tyrannie. Par conséquent, le pouvoir judiciaire doit être indépendant du pouvoir législatif et exécutif en théorie et en pratique.

* Les partis Politiques sont des instruments par lesquels la démocratie est exercée. Dans la réorganisation actuelle d'un nouveau système multipartite, les manifestants ont voué aux gémonies le système de Parti unique et ont souligné que la démocratie est mieux exercée que lorsque le pouvoir n'est pas concentré dans les mains d'un Parti au pouvoir ou dans un Parti unique.

Par conséquent, il est nécessaire de développer une culture politique basée sur les règles et les institutions démocratiques en Afrique et dans le Monde Arabe.

5.6.2 Les Règles et les Institutions politiques

La démocratie survivra aussi longtemps que les élections multipartites continueront à être tenues et que les électeurs seront libres d'exercer leurs choix. On ne doit pas sous-estimer la difficulté de la consolidation démocratique. Jusqu'ici, quelques élections ont satisfait même les conditions les plus minimales de démocratie. Dans tous les régimes politiques, la signification d'une victoire est beaucoup plus difficile d'interpréter que la signification du choix des électeurs. Là où l'influence des hautes personnalités continue de peser sur le processus politique et électoral, il est évident que la réélection d'une équipe au pouvoir constituera le prolongement du mandat d'un leader ou la résignation de l'électorat à l'inévitable domination. Cependant, le fait qu'il soit mené des luttes politiques intenses, c'est la preuve que les institutions chargées des élections ont acquis une certaine maturité et commencent à voir la réalité sur les fausses élections, la corruption, l'avidité, l'impact du « Consensus de Washington » et l'influence de la terreur extérieure. En effet, l'hypothèse centrale est donc que :

La force relative des organisations politiques détermine les règles du Jeu politique qui sont mises en place. La démocratisation exige une série d'organisations politiques qui assurent et protègent les règles d'une compétition et d'une participation politique pacifiques. Ensemble, les institutions démocratiques (organisations multiples et règles de responsabilité) assurent le contrôle du pouvoir exécutif de l'Etat.

Tout compte fait, avec le printemps arabe, on a vu que ce sont les gens, pas seulement, les travailleurs, les jeunes au tempérament excessif, mais des femmes, des mères et des filles qui n'avaient jamais connu de manifestations, qui affluaient dans les rues. Amal Sharaf, une mère de 36 ans, distribuait des tracts dans les jours qui ont suivi les premières grandes manifestations du 25 janvier quand les gens remplissaient la place Tahrir en Egypte (Newsweek, 2011). Et l'histoire a changé

son cours, non seulement au Moyen Orient mais partout ailleurs où la tyrannie règne, surtout en Afrique.

5.6.3 La coopération internationale

Il y a un besoin urgent pour la Communauté internationale financière de jeter un regard critique sur les développements récents, d'évaluer les vulnérabilités et les risques qui sont les produits involontaires des interventions politiques actuelles et les changements de marchés, d'analyser les effets probables de ces interventions et de ces changements sur le financement pour le développement. La plupart des ressources qui sont données par le FMI sont consacrées pour les marchés émergents à revenu élevé. Dans ces conditions et comme l'a fait remarquer le Sommet du G20 à Londres, les pays à faible revenu sont déjà sous pression et méritent une attention particulière. Une série de mesures politiques combinée avec la faiblesse des marchés ont restreint leurs participations aux opérations de projets de financement notamment dans les industries extractives, au marché de prêt à court terme principalement les prêts bancaires pour le financement de l'activité commerciale. Cette situation devrait renforcer l'importance d'un accord international pour mobiliser les ressources nécessaires en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Après plusieurs décennies de rééchelonnement de la dette à travers les mécanismes du Club de Paris, la séquence des programmes officiels sur l'allégement de la dette sous l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) de 1996 et le lancement de l'initiative de l'allégement de la dette multilatérale se présente comme un exercice remarquable du multilatéralisme et du bon sens économique.

Avec moins de ressources disponibles dans les pays à faible revenu pour régler la dette extérieure, il est important de s'appuyer sur ces programmes.